

Covid-19 (Belgique) : L'Etat sans masque

mercredi 15 avril 2020, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 14 avril 2020).

Sommaire

- [LE CAPITAL, LA LUTTE DE \(...\)](#)
- [GUERRE, GUERRE SANITAIRE \(...\)](#)
- [BAS LES MASQUES !](#)

Selon la théorie marxiste, l'Etat n'est pas neutre, c'est un appareil au service de la classe dominante. Engels disait de l'Etat qu'il est « en dernière instance, une bande d'hommes armés ». L'actualité récente offre une belle illustration de la validité de cette analyse. Certes, l'Etat ne se réduit pas aujourd'hui à la police et à l'armée, on n'en est pas là. Mais on voit très clairement, beaucoup mieux qu'en « temps normal », que les institutions démocratiques ne sont qu'un masque, que l'appareil d'Etat est un instrument au service des possédant·e·s. L'émancipation des exploités et des opprimé·e·s nécessite la destruction de cette machine de guerre.

En Occident, la classe dominante a d'abord complètement sous-estimé le danger de la pandémie. Nombreux sont les responsables qui, à l'instar de Maggie De Block, ont parlé d'une « simple petite grippe ». À l'époque, tous les regards de ces Messieurs-Dames étaient braqués sur la santé déclinante de l'économie capitaliste mondiale. Pas question dans ce contexte de perdre du temps à se préoccuper d'une banale épidémie saisonnière.

En Belgique, le vent n'a vraiment commencé à tourner que quand le Covid-19 a étalé sa dangerosité indiscutable en Italie du Nord, début mars. Rappelez-vous le contexte : les négociations pour la formation d'un Gouvernement patinaient depuis des mois, l'impasse semblait totale, Bart De Wever lançait des brûlots contre le gouvernement en affaires courantes, le PTB disait que « ça irait mieux avec moins de ministres » et le pays semblait au bord de l'explosion.

LA FIN DE LA RÉCRÉATION

Comme tout cela semble loin ! Pourtant, moins de quatre semaines se sont écoulées. Que s'est-il passé ? C'est simple : à un certain moment, les ténors de la classe dominante ont compris que l'inaction face à la pandémie coûterait beaucoup plus cher aux entreprises que l'action, et qu'elle coûterait beaucoup plus cher aussi au système politique, car les partis se discréditeraient et discréditeraient les institutions s'ils continuaient à se chamailler sans rien faire contre le danger. À partir de ce moment, on a sifflé la fin de la récréation, et tous les partis gestionnaires du capitalisme se sont regroupés autour de l'Etat.

La même chose s'est passée dans tous les pays et, s'agissant de l'Europe, il faut noter ce fait important : les classes dominantes nationales se sont regroupées autour de leur Etat national, pour prendre des mesures nationales en fonction du contexte national. Les frontières ont été fermées et l'Union Européenne est apparue pour ce qu'elle est en réalité : un marché commun régenté par une tentative de structure supra-étatique fragile, qui repose fondamentalement sur les Etats membres.

LE CAPITAL, LA LUTTE DE CLASSES ET L'ETAT

Pourquoi ce regroupement autour des Etats nationaux ? Parce que l'Etat est l'instrument fondamental du pouvoir des possédant·e·s, le moyen ultime de maintenir les opprimé·e·s sous le joug quand ceux-ci se révoltent, ou risquent de se révolter. Or, cet Etat n'est pas sorti du néant. L'Etat existe sous différentes formes depuis que la société est divisée en classes. Historiquement, la classe capitaliste s'est constituée au sein des Etats nationaux de l'Ancien Régime, où elle a pris le pouvoir et qu'elle a transformés en fonction de ses intérêts. Ceux-ci étaient les mêmes dans tous les pays mais prenaient des formes différentes, en fonction du contexte, de l'histoire, etc. Voilà pourquoi le capitalisme est traversé par cette contradiction énorme et insoluble : le capital est mondial, mais le pouvoir des capitalistes continue à dépendre en dernière instance d'Etats nationaux.

En temps normal, il ne semble pas que le pouvoir capitaliste dépende en premier lieu de l'Etat. Surtout dans le régime néolibéral du capitalisme, il semble que la société fonctionne très largement sur un mode automatique, par l'intermédiaire du marché. Nous ne nous levons pas le matin pour aller travailler parce que l'Etat nous y oblige et nous n'avons pas besoin de l'autorisation de l'Etat pour nous déplacer, aller au cinéma, etc. Cette impression de liberté est pourtant illusoire, car le marché dépend des conditions générales de la production, et de la monnaie. Or, les conditions générales de la production (le droit des affaires, le droit du travail, la législation fiscale, l'enseignement, etc.) sont déterminés par l'Etat. Historiquement, c'est l'Etat aussi qui bat monnaie et la valeur de celle-ci est déterminée par l'état de santé des affaires capitalistes. C'est pourquoi, quand une révolte ouvrière ou tout autre « accident » nuit aux affaires capitalistes, l'Etat sort de l'ombre et occupe le devant de la scène avec sa police, son armée, ses lois d'exception, ses tribunaux, etc.

Le fait que l'Etat est l'instrument à la fois premier et ultime du pouvoir de classe, l'outil avec lequel les capitalistes affrontent la classe ouvrière, contribue à expliquer pourquoi les Etats nationaux restent déterminants alors que le capital est transnational. En effet, la lutte de classe entre les capitalistes et les travailleurs/euses, tout en étant fondamentalement de la même nature partout, a elle aussi pris des formes spécifiques selon les pays, en fonction du contexte, de l'histoire, de la religion, etc. Il en est résulté des formations sociales spécifiques, avec par exemple des systèmes de sécurité sociale différents selon les pays (par capitalisation ou par répartition). Or, en période de crise, quand il s'agit pour la bourgeoisie d'empêcher une explosion sociale, la connaissance fine de ces spécificités - et de celles de leur propre mouvement ouvrier - est d'une importance décisive [1]. C'est pourquoi, dans ces périodes, la classe possédante se regroupe toujours autour de son Etat national : elle y est pour ainsi dire dans ses meubles, connaît toutes les ficelles et sait d'expérience que c'est son meilleur instrument.

POURQUOI PAS L'UNION EUROPÉENNE ?

La crise actuelle, du coup, éclaire la nature contradictoire de l'Union Européenne. Pourquoi l'Union Européenne n'est-elle pas en première ligne dans la gestion capitaliste de la pandémie ? Parce qu'elle n'est pas un Etat mais un « proto-Etat », une tentative bancale de la classe dominante de surmonter partiellement la contradiction entre l'internationalisation du capital et le caractère national du pouvoir bourgeois, dans le but de mieux défendre des intérêts communs des capitalistes européens face aux concurrents étasunien et asiatiques. La plupart des Etats membres ont transféré leur pouvoir de battre monnaie à l'Union Européenne (l'Euro), mais ce pouvoir est insuffisant pour faire face à la crise. Ainsi, l'UE n'a aucune compétence en matière de politique de santé, par exemple, et ne peut prendre de mesures fiscales qu'à l'unanimité. D'où le repli sur les Etats nationaux. Or, dans la mesure où ce repli et l'impact de la pandémie accentueront les différences entre états de santé des différentes économies, les tensions sur la monnaie commune devraient

continuer d'augmenter, et par conséquent aussi la crise de l'UE.

POURQUOI PAS LES RÉGIONS ?

La règle générale qui veut que la classe dominante se regroupe autour de son Etat pour affronter les crises graves a dans notre pays une implication particulière : elle explique que ces Messieurs-Dames les politiciens bourgeois, connus dans le monde entier pour leurs divisions communautaires, aient abandonné celles-ci du jour au lendemain pour se regrouper autour de l'Etat fédéral. Bart De Wever a certes rechigné, mais cela n'a duré que quelques jours. Au final, on a assisté à un spectacle comique : les chefs rivaux de toutes les entités fédérées se sont alignés sagement derrière la représentante de l'Etat fédéral dont la plupart aimeraient voir la tête au bout d'une pique - la première ministre libérale d'un gouvernement de droite ultra-minoritaire, démissionnaire et en affaires courantes - comme si c'était la chose la plus naturelle qui soit ! Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de gérer une crise sanitaire dans l'intérêt supérieur du capitalisme tout en évitant une explosion sociale et que, pour faire ça, il faut avoir la main sur les leviers clés - la sécurité sociale, l'Intérieur, la Justice et la Banque Nationale - et manipuler ces leviers en maintenant l'illusion d'une concertation avec le monde du travail et d'une prise en compte de la crise climatique. En d'autres termes, il faut associer la droite traditionnelle, la nouvelle droite (N-VA), la social-démocratie et les Verts pour créer une ambiance propice à un semblant d'unité nationale.

GUERRE, GUERRE SANITAIRE ET UNITÉ NATIONALE

Dans le camp bourgeois, on compare souvent la lutte contre l'épidémie à une « guerre ». La comparaison est idiote - le virus, les chauve-souris et les pangolins ne sont pas des ennemis - mais elle est néanmoins utile à la compréhension de ce qui est en train de se passer. Le grand théoricien de la guerre, Clausewitz, disait que « la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens ». On peut dire de même que la gestion sanitaire est la poursuite de la politique par d'autres moyens. C'est la poursuite de la politique bourgeoise qui cherche à surmonter les contradictions de plus en plus inextricables du capitalisme en privatisant le secteur public, en augmentant l'exploitation des classes populaires, l'oppression des femmes et des personnes racisé·e·s, le pillage du Sud et la destruction des ressources naturelles. Une politique qui recourt pour cela à des moyens de plus en plus brutaux, à une répression de plus en plus sauvage et à une restriction accélérée des droits démocratiques.

Ce qui est en train de se passer dans notre pays - et dans les autres - est en effet la poursuite de cette politique par d'autres moyens. La gestion sanitaire est une politique de classe dont les objectifs essentiels sont :

1. Limiter au maximum l'impact sur le secteur productif de plus-value (le cœur du capitalisme), quitte à mettre les travailleurs/euses en danger ;
2. empêcher au maximum la remise en cause des plans d'austérité imposés au secteur des soins, quitte à mettre les travailleurs/euses en danger ;
3. aplatir la courbe épidémique en imposant l'arrêt de toutes les activités sociales, culturelles, familiales, quitte à rendre la vie impossible à des millions de gens, de femmes et d'enfants en particulier ;
4. profiter de l'état d'urgence objective pour instaurer des mécanismes autoritaires, de pouvoir fort ;
5. abandonner à leur sort les pays du Sud qui n'ont aucune responsabilité dans la pandémie mais la

subissent de plein fouet.

BAS LES MASQUES !

La coordination d'une politique aussi complexe ne peut naître spontanément du marché. C'est pourquoi, comme en période de guerre sociale, ou de guerre tout court, l'Etat sort de l'ombre pour l'imposer (y compris aux capitalistes individuels, car ceux-ci mettent toujours leur intérêt de capitaliste privé au-dessus de celui de leur classe !). L'Etat met le Parlement hors-jeu et se dote d'instruments *ad hoc* non élus (comme le « Groupe d'Experts Exit Strategy » et le « Risk Management Group ») qui lui servent à affiner sa politique en y associant directement des grands patrons, le Président de la Banque centrale et des scientifiques trop naïfs. L'Etat décide qui va travailler malgré le danger, qui travaille à la maison, qui ne travaille plus. L'Etat décide que plus personne ne sort de chez soi et surveille l'espace public avec sa police équipée de drones. L'Etat distribue des aumônes pour atténuer le choc socio-économique de la crise auprès des couches qui ne sont pas protégées par la sécurité sociale. En échange du gel de la dégressivité des allocations de chômage (la moindre des choses, quand même !), l'Etat impose au monde du travail les revendications patronales rejetées par les syndicats lors de la réunion du « groupe des 10 » : augmentation du nombre d'heures supplémentaires autorisé, mise au travail « flexible » des chômeurs/euses temporaires (un million !) dans l'horticulture et la foresterie, mise au travail des demandeur/euses d'asile (qui, pour autant, n'ont aucune garantie d'obtenir un statut de réfugié.e !), détachement de travailleurs/euses d'un secteur à l'autre, augmentation du stock disponible de travail étudiant ; et, last but not least, réquisition possible du personnel de santé ! Ce que nous avons prévu se confirme : les pouvoirs spéciaux accordés à ce gouvernement incluent potentiellement l'interdiction de faire grève...

Bref, en ces temps de pénurie de matériel médical, l'Etat met bas le masque et se montre pour ce qu'il est : un pur instrument au service de la classe dominante. Du coup, les partis et autres organisations aussi apparaissent sans masques. En effet, de même que l'attitude face aux guerres capitalistes met crûment en lumière qui est du côté de l'ordre capitaliste, de même en va-t-il face à la soi-disante « guerre contre le virus » : ceux qui y collaborent sont du côté de l'ordre capitaliste, point à la ligne. Pour les partis de droite, cela va de soi. Pour le PS et ecolo, qui ont voté les pouvoirs spéciaux et collaborent à leur application en participant tous les samedis à la réunion de crise avec le « Kern », ce n'est pas une surprise, seulement une confirmation. Une de plus. Quant aux organisations syndicales, elles sont plus que jamais confrontées au même choix stratégique : concertation, collaboration de classes et « syndicalisme d'Etat » ou syndicalisme de combat ? La suite à l'écran...

Daniel Tanuro

P.-S.

• Gauche anticapitaliste. 14/04/2020 :
<https://www.gaucheanticapitaliste.org/letat-sans-masque>

Notes

[1] Pour l'importance de la connaissance fine des spécificités nationales, voir l'article de Paul Van Pelt sur notre site : gaucheanticapitaliste.org/abracadabra-et-hop-retour-a-la-collaboration-des-classes/. Disponible sur ESSF (article 52941), [Covid-19 \(Belgique\) : Abracadabra et hop ! Retour à la collaboration des classes ?](#).